Déclaration d'intégrité de l'offrant

En respect des exigences stipulées à [l'article n° 21.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics](#), qui crée l'obligation, pour toute entreprise intéressée à conclure un contrat public, de remplir une déclaration écrite dans laquelle elle reconnaît avoir pris connaissance des exigences d'intégrité de la loi et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat, chaque offrant et cocontractant déclare et atteste avoir lu et compris toutes et chacune des déclarations relatives à la Déclaration d'intégrité de l'offrant qui suivent, et que l'une de ces deux options s'applique à ma situation et est vraie et complètes à tous les égards :

- a) Détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1);

Ou

- b) Avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles [21.26](#), [21.26.1](#) et [21.28](#) de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.